



**Domaine de soutien : Pêche
& aquaculture**

Mesure :

M7 - Aide à la protection et à la restauration de la biodiversité et des écosystèmes aquatiques

(OS 1.6)

Priorité du FEAMPA :

- 1 : Favoriser une pêche durable et la conservation des ressources biologiques de la mer
- 2 : Contribuer à la sécurité alimentaire dans l'Union au moyen d'une aquaculture et de marchés compétitifs et durables
- 3 : Permettre la croissance d'une économie bleue durable et favoriser la prospérité des communautés côtières
- 4 : Renforcer la gouvernance internationale des océans et faire en sorte que les mers et océans soient sûrs, sécurisés, propres et gérés de manière durable

Objectif Spécifique du FEAMPA :

- a) Renforcer les activités de pêche durables sur le plan économique, social et environnemental ;
- b) Améliorer l'efficacité énergétique et réduire les émissions de CO2 en remplaçant ou modernisant les moteurs des navires de pêche ;
- c) Promouvoir l'adaptation de la capacité de pêche aux possibilités de pêche en cas d'arrêt définitif des activités de pêche et contribuer à un niveau de vie équitable en cas d'arrêt temporaire des activités de pêche ;
- d) Favoriser le contrôle et l'application efficaces de la réglementation relative à la pêche, y compris la lutte contre la pêche INN, ainsi que la fiabilité des données aux fins d'une prise de décision fondée sur les connaissances ;
- e) Promouvoir des conditions de concurrence équitables pour les produits de la pêche et de l'aquaculture provenant des régions ultrapériphériques ;
- f) Contribuer à la protection et la restauration de la biodiversité et des écosystèmes aquatiques ;

Objectif Stratégique UE :

- b) Une Europe plus verte, résiliente et à faibles émissions de carbone évoluant vers une économie sans carbone, par la promotion d'une transition énergétique propre et équitable, des investissements verts et bleus, de l'économie circulaire, de l'atténuation du changement climatique et de l'adaptation à celui-ci, de la prévention et de la gestion des risques, et d'une mobilité urbaine durable ;
- e) Une Europe plus proche des citoyens, par la promotion du développement durable et intégré de tous les types de territoires et des initiatives locales.

Références réglementaires

Articles 11, 13, 14, 25 et annexe III du règlement (UE) 2021/1139

Stratégie régionale

La Région entend soutenir avec le FEAMPA les opérations de protection et la restauration de la biodiversité et des écosystèmes aquatiques en lien direct avec les activités de pêche ou d'aquaculture.

Services concernés

Région Occitanie - Direction de la Mer – Service Aménagement Durable et Economie Littorale

Montant indicatif des crédits du domaine de soutien

FEAMPA : 400 000 €

Opérations éligibles

- Expérimentations locales en faveur de la protection et de la restauration de la biodiversité et des écosystèmes marins, hors mise en œuvre des directives européennes :
 - Amélioration des connaissances sur les espèces commerciales et leurs zones de fonctionnalité pour mettre en place une gestion adaptée (application méthode "stock à faible donnée", test de l'approche génétique, approche écosystémique, connaissance production primaire...) et intégrant le réchauffement climatique (amélioration de la collecte de données des captures en lien avec les professionnels mais aussi la pêche récréative),
 - Mise en œuvre de mesures de protection spatiales : exemple cantonnement de pêche ; zone de fonctionnalité halieutique ; zone de protection forte...
 - Développement d'opérations de restauration des habitats aquatiques, y compris dans les enceintes portuaires, répondant aux objectifs d'un plan de gestion ou d'un Schéma Territorial de Restauration Ecologique (STERE) des petits fonds côtiers,
 - Définition et mise en œuvre d'opérations visant à réduire les impacts des activités récréatives sur les milieux marins – exemple zone de mouillage écologique, etc...
 - Amélioration de la sélectivité des engins de pêches
 - Modification des engins de pêche ou des pratiques aquacoles pour minimiser les impacts sur les habitats et les prises accessoires,
 - Communication/Sensibilisation : exclusivement en lien avec une opération éligible ci-dessus.
- Innovation pour limiter l'impact de la pêche sur le milieu marin

Opérations non éligibles

- Opérations contraires aux objectifs de la Politique Commune des Pêches,
- Opérations non éligibles au soutien du FEAMPA (article 13 du règlement FEAMPA),
- Opérations relevant du fonctionnement des structures,
- Opérations récurrentes.

Conditions d'éligibilité

- Le siège social du demandeur (chef de file ou partenaires) doit se situer en Occitanie.
- Pour toute opération concernant un navire de pêche, le navire concerné doit avoir un port d'attache situé en Occitanie,
- Pour toute opération concernant un navire de pêche, le demandeur s'engage pour une durée de 5 ans, à compter du dernier versement de l'aide à exploiter son navire de pêche en Occitanie,
- Pour toute opération concernant des investissements à bord des navires de pêche, le navire a effectué des activités de pêche durant au moins 60 jours au cours des deux années civiles précédant l'année de présentation de la demande de soutien,
- Le demandeur s'engage à détenir, utiliser et entretenir les engins de pêche subventionnés de sorte que l'action de pêche déployée demeure conforme à la réglementation en matière de contrôle (RÈGLEMENT (CE) No 517/2008 DE LA COMMISSION du 10 juin 2008 portant modalités d'application du règlement (CE) no 850/98 du Conseil), à la réglementation en matière d'épaisseur de fil (règlement (UE) 2019/1241 ANNEXE IX MER MÉDITERRANÉE, partie B) et (le cas échéant) à l'engagement pris par le bénéficiaire dans le cadre du règlement UE 2025/219 du conseil du 30 janvier 2025 établissant pour 2025 les possibilités de pêche pour certains stocks halieutiques et groupes de stocks halieutiques applicables en mer Méditerranée et en mer Noire et notamment Article 8 Mécanisme de compensation,
- Le demandeur s'engage à réaliser ses opérations de pêche au chalut avec les filets acquis lors de l'opération pour une durée d'un an. Pour se faire le demandeur s'engage à signaler obligatoirement la première action de pêche avec ces nouveaux filets avant le 15 octobre 2025 afin d'activer le délai d'un an et de pouvoir bénéficier de l'aide,
- Le demandeur s'engage à détenir pendant une durée de 5 ans (ou 3 ans suite à décision de l'Etat Membre) à compter du dernier versement de l'aide, les investissements acquis lors d'une opération conformément à la réglementation (art. 9 du décret n°2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des

dépenses des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027 d'éligibilité des dépenses). Le demandeur ne peut revendre les investissements durant cette période sauf cas particuliers conformément à la réglementation citée ci-dessus.

- Le fabricant des filets et/ou le filetier procède à la pose d'un marquage avec numéro d'identification, et atteste lors de la livraison, que les filets marqués sont conformes aux modalités de contrôle du RÈGLEMENT (CE) No 517/2008 DE LA COMMISSION du 10 juin 2008 portant modalités d'application du règlement (CE) no 850/98 du Conseil en ce qui concerne la détermination du maillage et l'évaluation de l'épaisseur de fil des filets de pêche et à l'engagement pris par le bénéficiaire dans le cadre du règlement UE 2025/219 du conseil du 30 janvier 2025 établissant pour 2025 les possibilités de pêche pour certains stocks halieutiques et groupes de stocks halieutiques applicables en mer Méditerranée et en mer Noire et notamment Article 8 Mécanisme de compensation.
- Le fabricant des panneaux volants atteste, au moment de la livraison, du numéro de série indiqué sur chaque panneau volant

Demandeurs éligibles

- Organisations professionnelles des filières pêche et aquaculture, seules ou en partenariats avec les entreprises de pêche dans le cadre de l'amélioration de la sélectivité des engins de pêche ou de la modification des engins de pêche ou des pratiques aquacoles pour minimiser les impacts sur les habitats et les prises accessoires,
- Organisations de producteurs des filières pêche et aquaculture, seules ou en partenariats avec les entreprises de pêche dans le cadre de l'amélioration de la sélectivité des engins de pêche ou de la modification des engins de pêche ou des pratiques aquacoles pour minimiser les impacts sur les habitats et les prises accessoires,
- Centres techniques régionaux,
- Organismes de recherche pour des projets menés en partenariat avec les professionnels des filières pêche ou aquaculture,
- Collectivités territoriales,
- Associations,
- Les entreprises de pêche (code NAF 03.11Z) dans le cadre de l'amélioration de la sélectivité des engins de pêches pour une demande de subvention de filets supplémentaires, suite à une première demande collective.

Coûts simplifiés

- Les coûts indirects seront retenus sur la base d'un taux forfaitaire de 15% appliqué aux frais de personnel éligibles (hors organismes de recherche),
- Les frais de mission (déplacement, restauration, et hébergement) seront retenus sur la base d'un taux forfaitaire de 6,3% appliqué aux frais de personnel éligibles.

Dépenses éligibles

- En ce qui concerne l'amélioration de la sélectivité des engins de pêche : l'achat de 3 filets maximum par navire pour les chaluts simples, 3 paires de filets pour les chaluts jumeaux (rallonge et cul de chalut uniquement). Ces derniers auront été conçus dans le respect des réglementations énoncées précédemment dans les conditions d'éligibilité. Ils devront être identifiables grâce à la pose d'un marquage par le fabricant (plomb numéroté ou soudure numéroté).
L'achat de 2 filets supplémentaires (2 paires pour les filets jumeaux) sera possible, si le bénéficiaire a signalé la casse irrémédiable des 3 premiers filets (ou des 3 premières paires pour les filets jumeaux).
- En ce qui concerne la modification des engins de pêche pour minimiser les impacts sur les habitats et les prises accessoires : pour les panneaux, l'achat de 2 panneaux volants par navire.

Dépenses non éligibles

- Dépenses réalisées avant le dépôt de la demande de subvention,
- Dépenses non éligibles au titre du décret national d'éligibilité des dépenses,
- Acquisition de sociétés ou de parts de sociétés existantes,
- Acquisition de terrain,
- Acquisition de bâtiment existant,

- Travaux de viabilisation (raccordement aux réseaux : eau, électricité, etc.),
- Travaux de voiries (voies d'accès, allées, parking, etc.),
- Travaux d'embellissement et d'aménagements extérieurs,
- Dépenses portant sur des locaux non productifs (locaux de type administratifs, bureaux, salle du personnel, etc.),
- Equipements de sécurisation des sites (caméras de surveillance, portail, clôtures, sécurité incendie, etc.),
- Travaux d'aménagements d'infrastructures lourdes (quais, pontons, stations d'avitaillement en carburant),
- Equipements photovoltaïques donnant lieu à un contrat d'achat de l'électricité produite injectée sur le réseau public de distribution (conformément à l'article 13 de l'arrêté du 6 octobre 2021 fixant les conditions d'achat de l'électricité produite par les installations implantées sur bâtiment, hangar ou ombrière utilisant l'énergie solaire photovoltaïque, d'une puissance crête installée inférieure ou égale à 500 kilowatts),
- Acquisition de véhicules routiers (hors véhicules de transport frigorifique, véhicules de collecte de déchets),
- Dépenses relevant du fonctionnement courant de la structure,
- Dépenses d'entretien courant, remise en état ou réparation de l'existant,
- Renouvellement à l'identique de matériel amorti, vétuste, usé, ou renouvellement sans modernisation significative se traduisant par de nouvelles caractéristiques ou fonctionnalités,
- Matériel et équipements d'occasion,
- Matériel acquis en leasing, crédit-bail et assimilé,
- Ustensiles de cuisine (couteaux, casseroles, etc.),
- Outils et outillage,
- Pour l'amélioration de la sélectivité des engins de pêche ou la modification des engins de pêche ou des pratiques aquacoles pour minimiser les impacts sur les habitats et les prises accessoires : ballon, chaînes, câble, etc.,
- Frais de personnel liés à la gestion administrative des dossiers du dossier déposé,
- Frais de Personnel permanent non recruté exclusivement pour l'opération, sauf :
 - Organismes de recherche
 - Comité régional des Pêches, Comité régional de la conchyliculture, Organisations de Producteurs, associations : dans la limite de 20% du coût total de l'opération,
- Frais de personnel déjà financés par des aides publiques par ailleurs,
- Dépenses ne donnant pas lieu à un décaissement réel (valorisation d'une contribution en nature, amortissement comptable),
- Frais financiers,
- Impôts et taxes,
- Frais de notaire,
- TVA pour les organismes relevant du champ concurrentiel,
- TVA récupérable pour les organismes hors champ concurrentiel,
- Primes d'assurances,
- Frais de dossier,
- Pour les projets relevant du champ concurrentiel :
 - Aménagement de locaux administratifs (bureau, etc.),
 - Consommables, pièces d'usure
 - Frais de personnel,

Dépenses liées à la communication et au marketing de l'entreprise (enseignes, création de marques, de logos, création ou modernisation de site internet)

Critères de sélection

- Cohérence avec les territoires d'Aires Marines Protégées (AMP),
- L'opération concerne la mise en place de mesures de protection et de gestion nouvelles,
- L'opération répond aux objectifs du Plan d'Action pour le milieu marin (PAMM) / Document Stratégique de Façade (DSF),
- L'opération répond aux objectifs d'un plan de gestion ou d'un Schéma Territorial de Restauration Ecologique (STERE),

- L'opération améliore la sélectivité des engins de pêche,
- L'opération comporte une dimension partenariale avérée.

Lien avec d'autres réglementations

/

Lignes de partage entre les objectifs spécifiques

- Les investissements dans les ports liés à l'obligation de débarquement relèvent de la mesure « aide à la modernisation ports de pêche »
- Les opérations de « protection et de restauration des écosystèmes marins et littoraux, y compris par limitation des impacts des activités, en application des directives européennes » relèvent du niveau national, géré par FranceAgriMer.
- Les opérations se situant sur le territoire d'un GALPA doivent être déposées au sein de ce dernier au regard de la place que ces thématiques environnement et biodiversité doivent revêtir dans leur stratégie.

Intensité d'aide publique

Opérations mises en œuvre par des organisations de pêcheurs ou d'autres bénéficiaires collectifs dont les résultats ne bénéficient qu'à leurs propres membres	60%
Opérations mises en œuvre par des organisations de producteurs, des associations d'organisations de producteurs ou d'organisations interprofessionnelles, dont les résultats ne bénéficient qu'à leurs propres membres	75%
Opérations qui améliorent la sélectivité des engins de pêche au regard de la taille ou de l'espèce : <ul style="list-style-type: none"> ○ Etudes ○ Investissements matériels bénéficiant directement aux entreprises de pêche 	80 % 100 %
Opérations dont le bénéficiaire est un organisme public	80% ou 70% pour les porteurs de projets concernés par l'application de l'article L1111-9 du CGCT
Opérations remplissant l'ensemble des 4 critères suivants : <ul style="list-style-type: none"> - être d'intérêt collectif, - avoir un bénéficiaire collectif, - avoir des résultats qui bénéficient à l'ensemble des opérateurs de la filière, - présenter des caractéristiques innovantes. 	80%

Lorsqu'une opération relève de plusieurs rubriques, l'intensité d'aide publique la plus élevée s'applique.

Taux de cofinancement des aides publiques

- Contreparties nationales (Région, Etat...) : 30%
- FEAMPA : 70%

Plancher d'éligibilité

Le dossier mobilise un minimum de 5 000 € d'aides publiques à l'exception des opérations d'amélioration de la sélectivité des engins de pêche.

Plafonds

Durée maximum opération : 3 ans, non renouvelable sur la durée du programme 2021-2027, à l'exception des opérations d'amélioration de la sélectivité des engins de pêche.

L'opération devra être achevée au plus tard le 30 juin 2029.

Indicateur de réalisation

Nombre d'opérations

Indicateur de résultats

CR 10 — Nombre d'actions contribuant à un bon état écologique, notamment à la restauration et la conservation de la nature, à la protection des écosystèmes, à la biodiversité et à la santé animale et au bien-être des poissons

Grille de sélection des projets

Critères de sélection portant :	Thématique	Critères de sélection	Notation applicable	
sur le bénéficiaire	/	/	/	/
sur le projet	Environnement	Cohérence avec les territoires d'Aires Marines Protégées (AMP)	L'opération se déroule en dehors d'une Aire Marine Protégée (AMP)	0
			L'opération se déroule au sein d'une Aire Marine Protégée (AMP)	10
			L'opération se déroule au sein d'une Aire Marine Protégée (AMP) dotée de moyens humains et nautiques pérennes	20
		L'opération concerne la mise en place de mesures de protection et de gestion nouvelles	Non Oui	0 20
		L'opération répond aux objectifs du PAMM / DSF	Non Oui	0 10
		L'opération répond aux objectifs d'un plan de gestion ou d'un Schéma Territorial de Restauration Ecologique (STERE)	Non Oui	0 20
		L'opération améliore la sélectivité des engins de pêche	Non Oui	0 20
	Dimension partenariale	L'opération comporte une dimension partenariale avérée	Non : le porteur de projet prévoit de réaliser seul son opération Oui : le porteur de projet prévoit de réaliser son opération en faisant appel à des structures partenaires	0 10

Note minimale : 30/100